

Financement

La microfinance en quête d'un nouveau souffle

La microfinance joue un rôle indéniable dans l'inclusion financière des populations. Mais son évolution a atteint son point d'inertie au Maroc comme dans les autres pays arabes, selon la Banque mondiale. Pour insuffler une nouvelle dynamique au secteur, l'institution de Bretton Woods considère qu'il est nécessaire d'en revisiter le cadre institutionnel.

La microfinance au Maroc a connu une évolution telle qu'elle est citée en exemple dans la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord). La crise d'impayés survenue en 2007 a provoqué la réflexion sur cette activité dont l'objectif principal était de la faire évoluer vers les meilleures pratiques financières et de l'intégrer dans le paysage financier national. Aujourd'hui, le secteur dispose de sa propre stratégie dont l'objectif est de toucher près de 3,2 millions de bénéficiaires et de générer ou financer deux millions d'emplois à temps partiel additionnels à l'horizon 2020. Les données du ministère des Finances, arrêtées en septembre 2014, montrent que la microfinance a profité à 864.000 personnes, avec une enveloppe de crédits mobilisés avoisinant 5,7 millions de DH. En plus de la création de 5.000 emplois.



Les données du ministère des Finances, arrêtées en septembre 2014, montrent que la microfinance a profité à 864.000 personnes, avec des crédits mobilisés avoisinant 5,7 millions de DH.

«Les microcrédits octroyés par les associations ne permettent plus de répondre aux besoins de la population cible.»

Le secteur est d'ailleurs appelé à se développer davantage, comme l'ont affirmé les participants à l'atelier de travail, organisé hier à Rabat par la direction du Trésor et des finances extérieures en partenariat avec la Banque mondiale. Placée sous le thème «La régulation et la supervision du secteur de la microfinance au Maroc», cette rencontre a permis de dresser l'état des lieux et d'évoquer les perspectives de développement. Le constat majeur qui en ressort est que «l'évolution de la microfinance a atteint son point d'inertie au Maroc comme dans les autres pays arabes», a indiqué Teymour Abdel Aziz, économiste à la Banque mondiale. D'après lui, «les microcrédits

octroyés par les associations de microcrédit (AMC) ne permettent plus de répondre aux besoins de la population cible». Pour donner un nouveau souffle au secteur, le responsable de la Banque mondiale considère qu'il est nécessaire de revisiter le cadre institutionnel. Sur ce registre, Laurent Lhéria, consultant indépendant et spécialiste en inclusion financière, avance la réunification des opérations des institutions de microfinance (IMF) sous une même entité. De son avis, il est dans l'intérêt du secteur des IMF et du secteur, de manière générale, de faire l'ensemble de ses opérations pour son propre compte. Rappelons ici que les IMF ne sont pas autorisées à mobiliser l'épargne des ménages. Elles sont autorisées à proposer des produits financiers d'épargne, mais au nom d'une banque. Au Maroc, les AMC sont l'épine dorsale de la microfinance. «L'essentiel du portefeuille de la microfinance est fait par les AMC», a noté Laurent Lhéria, en précisant

que le recours à cette forme juridique s'explique, notamment, par la souplesse de son régime juridique et le coût financier bas de sa mise en œuvre, comparé aux autres établissements de crédit classiques. À l'heure actuelle, les AMC sont confrontées à plusieurs défis, notamment, le renforcement de leurs fonds propres et la diversification des offres de services. À cela s'ajoute l'élargissement de la clientèle. Pour relever ces défis, la transformation des IMF en société de financement spécialisée ou banque de microfinance reste la solution idoine. Dans cet ordre d'idées, Laurent Lhéria a précisé que cette transformation serait avantageuse dans la mesure où elle permettrait la consolidation des fonds propres et l'accès au marché des fonds propres en capital, ainsi que l'élargissement de la clientèle pour compte propre et la possibilité de tisser des partenariats commerciaux bancaires adossés à des participations stratégiques. ■

Soumaya Bencherki